Tariq Kabbage, maire d'Agadir: "Les habitants doivent défendre les acquis de leur ville"

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur
Publié le : 27-05-2009 02:05:55

Etre à la tête d'une municipalité comme celle d'Agadir n'est pas une mince affaire, tellement les lobbies y sont puissants et redoutables.

S'entretenir donc avec le maire de cette ville pour dresser le bilan
des réalisations durant les six dernières années ne peut occulter cette donne, ni passer sous silence les campagnes calomnieuses menées contre Tariq Kabbage et toutes les personnes de son équipe qui n'avaient d'autre ambition que de faire d'Agadir une ville où il fait bon vivre. Entretien

Libé : Parlez-nous de ce que vous avez accompli depuis 2003, année où vous aviez été élu à la tête du Conseil municipal.

Tariq Kabbage : En prenant la présidence de la municipalité d'Agadir, le premier problème auquel j'ai eu à faire face était la réunification de quatre mairies et un regroupement urbain et particulièrement l'administration des quatre anciennes municipalités ainsi que la préparation d'une étude les concernant.

Car pour l'application d'un quelconque programme, il nous fallait avoir une direction forte et compétente disposant de cadres et techniciens à la hauteur de la besogne à accomplir et capable d'exécuter la politique du bureau dirigeant tout en améliorant les services dédiés aux citoyens. Sachant que nous avions enregistré un important déficit en personnel qualifié, nous avions, dans le cadre de notre jumelage avec la ville de Nantes en France, envoyé plusieurs techniciens et fonctionnaires afin de les faire profiter de la formation continue et faire d'eux des cadres compétents de haut niveau.

Pour la remise à jour de l'administration, il nous a fallu plus de six mois. Cette expérience nous a permis de découvrir que la réunification des municipalités en un conseil municipal unique, est une opération qui a des avantages, mais aussi des inconvénients. Parmi ces avantages, celui de l'unification des ressources humaines dont nous disposons et la formation d'une direction à même de résoudre les problèmes de toutes les anciennes communes composant l'actuel conseil municipal d'Agadir. A titre d'exemple, le service technique d'éclairage public dispose, aujourd'hui, après son regroupement, d'un important staff qui a pu venir à bout de tous les problèmes relatifs à l'éclairage public.
Parallèlement à ces avantages, nous avons enregistré des inconvénients qui font que les infrastructures dans les différentes communes ne sont pas au même niveau. A Agadir-centre, par exemple, les infrastructures existent et sont au niveau requis. Alors qu'à Bensergaou, Tikiwine, Tadart et Anza, il y a un déficit. Ce qui nous a poussés à redoubler d'efforts pour réaliser des infrastructures, au niveau de ces zones qui faisaient, auparavant, partie de communes rurales. Bref, nous avons essayé, autant que faire se peut, d'organiser l'administration. Nous avons donc adopté la devise «Pour le changement». Nous avons cependant constaté, plus tard, que plusieurs entraves

s'opposent au changement que nous avons visés. Partant de là, le chemin est encore long pour faire d'Agadir une ville d'un niveau acceptable. Car nous n'avons pas pu tout réaliser et comme vous le savez, le conseil est dirigé par une majorité précaire qui comprend les représentants de plusieurs partis. Et même au sein de notre groupe, nous avons eu, par moments des difficultés. Ce qui retarde l'exécution des travaux malgré notre ambition de réaliser de nombreux projets dont la ville a encore besoin.

Par ailleurs, nous avons réparti les tâches en chargeant des vice-présidents de gérer les arrondissements suivant la vieille organisation pour l'application d'une politique de proximité, accélérer les travaux et surveiller l'exécution du programme établi, surtout celui structuré qui avait été présenté en 2006 et qui est financé sur le budget de la municipalité, le ministère du Tourisme et nos nombreux partenaires et qui a été approuvé, à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

Est-ce à dire qu'en prenant la direction du conseil, vous avez concentré votre diagnostic des besoins de la ville, uniquement sur les ressources humaines ?

Pas du tout. Nous avons essayé d'identifier les problèmes de la ville, ses déficits. Nous avons essayé de définir les besoins de la municipalité sur les plans social, culturel et sportif ainsi que les autres besoins qui ont constitué les priorités dans le programme que nous avons adopté pour la réalisation d'un ensemble de projets importants que les citoyens peuvent constater, aujourd'hui dans tous les quartiers de la ville.

Nous avons, par exemple, trouvé que la ville avait besoin d'éclairage public qui a coûté à la municipalité la bagatelle de 70 millions de dirhams. Des espaces verts et des aires de jeux pour enfants, des jardins dans tous les quartiers de la ville. 160 millions de dirhams ont été consacrés à ces besoins, en adoptant l'arrosage économique du goutte-à-goutte. Ainsi, 21 espaces de jeux pour enfants ont été ouverts, parce que nous ne voulons pas que nos enfants prennent l'habitude de jouer dans la rue.

Votre conseil a eu un lourd héritage concernant certains quartiers dont la construction est désordonnée et qui n'a jamais été structurée. Qu'est-ce que vous avez entrepris pour que les habitants de ces quartiers sortent de leur situation précaire?

Pour ceux qui habitent sur les flancs des montagnes, nous avons eu beaucoup de difficultés à les structurer, car l'étude définitive n'est pas encore réalisée par la société Al Omrane qui s'en est chargée. Et ce malgré le fait que le budget prévu pour cette réalisation qui est de 50 millions de dirhams soit débloqué.

Si cette étude est réalisée, nous donnerons la priorité aux douars ayant moins de difficultés pour résoudre les problèmes des quartiers des flancs de montagnes qui sont incessamment menacés de s'écrouler. Ces quartiers avaient été construits de façon anarchique à l'époque où ils appartenaient encore aux communes rurales.

Vous avez beaucoup parlé de votre programme. Qu'est-ce qui a été réalisé concrètement ?

Nous nous sommes concentrés essentiellement par priorité sur le cadre de vie des populations, à travers la réalisation d'un ensemble de projets qui concernent l'assainissement liquide, l'eau potable, la collecte des ordures et l'éclairage public. A titre d'exemple, 50% des habitants de Tikiwine n'étaient pas reliés à l'assainissement liquide et 50% n'étaient pas abonnés à l'eau potable. Une

grande partie du quartier Aghroud à Bensergaou est privé d'eau potable faute de plan d'aménagement, bien que ce quartier soit en voie de restructuration. Mais ce que nous avons accompli est un travail important pour respecter la propriété privée, tout en évitant la réalisation de toute route qui passe par les domaines privés.

En ce qui concerne les espaces verts, nous avons déployé de grands efforts pour mettre la ville à un niveau respectable, à travers la réalisation de jardins, d'espaces de jeux, de stades, de maisons de quartiers, de passages-piétons sans parler de la restauration, du goudronnage et de l'entretien des routes dans les quartiers populaires tels que Lakhiyam, Tikiwine et Dcheira.

Le Conseil a créé de nouvelles routes dans les quartiers populaires comme Bensergaou les liant aux quartiers de Salam, Houda et Massira. Ainsi que les nouveaux quartiers qui traversent les quartiers Lirak, Al Qods et les nombreux espaces créés aux différentes entrées de la ville et dans son centre.

Depuis que vous êtes à la tête du conseil municipal, vous avez conclu des conventions de partenariat avec les composantes de la société civile dans les différents quartiers de la ville, à travers l'Agenda 21. Qu'en est-il ?

La société civile a eu un rôle important pour imaginer et présenter des propositions importantes pour définir les besoins, que cela soit au niveau des infrastructures ou des centres et complexes à caractère socioculturel ou autres. Je ne vous cache pas que l'Agenda 21 a joué un grand rôle dans la planification de ce que deviendront les maisons de quartier et les fonctions qu'elles auront à remplir dans les grands quartiers de la ville que sont Houda, Lakhiyam, Tikiwine, entre autres. Pour ce qui est des centres et espaces socioculturels, le conseil a oeuvré à la réalisation de maisons dans les grands quartiers.

La planification de ces maisons et leur mode de gestion ont été établis en concertation avec les composantes de la société civile, à travers l'Agenda 21. Ce qui a permis, à ce jour, l'ouverture de 4 maisons de quartier. Sans parler de l'activation des complexes culturels que compte la ville. En plus de l'ouverture du parc aux oiseaux dont l'accès est gratuit à tous les visiteurs, etc....

Il est de notoriété publique que vous aviez établi un ambitieux programme pour l'animation culturelle et artistique de la ville. Après avoir offert des prestations appréciées par la population, ce programme s'est brusquement estompé. Quelles en sont les raisons?

Parmi les réalisations accomplies sur le plan culturel, on a introduit le sigle Tifinar dans bon nombre de projets à Agadir, dans le site du conseil, des panneaux de signalisation dans le domaine touristique. Nous avons établi un programme d'animation culturelle dans tous les quartiers.

Mais nous avons eu des problèmes pour le financement de ces programmes culturels du fait de certains élus qui s'étaient opposés à la création d'une association devant superviser la culture. Ce qui a bloqué la réalisation du projet de la part de certains dans un esprit de règlement de comptes.

Dans votre programme, une grande importance était accordée aux espaces verts. Quel est le plus que ces derniers ont apporté à la ville ?

Au début des travaux du Conseil, ayant constaté un important déficit en jardins et espaces de distractions, nous nous sommes fixé l'objectif de réaliser des espaces verts, non seulement dans le centre-ville, mais dans tous les quartiers. Pour ce faire, nous avons consacré à ces projets à

caractère écologique une importante enveloppe budgétaire. Ainsi, nous avons réalisé une ceinture et des espaces verts dans le département touristique, à Bensergaou, sur la route de Marrakech et la route principale reliant Agadir à Inezgane.

Le jardin Ibn Zeidoune a été réalisé, celui de Lalla Mariam et nous oeuvrons à la création d'espaces identiques dans d'autres axes et quartiers. De sorte que la ville se distingue par ses jardins et espaces verts, lieux de détente pour les habitants. Il n'est pas logique que la ville d'Agadir qui est connue pour ses activités touristiques, ne dispose pas de jardins de haut niveau, censés compléter le produit touristique offert aux visiteurs.

Où en est-on avec le projet qui consiste à confier le département de nettoyage et d'éclairage de la ville à des privés ?

Je suis contre l'idée de confier ces départements au privé, car ce sont des services dont la municipalité est bien capable de s'acquitter, à condition de changer de méthodes administratives qui contribuent, dans la plupart des cas à compliquer les règles relatives à l'approvisionnement et l'acquisition de pièces de rechange provoquant ainsi du retard dans l'exécution et la gestion des travaux.

Il n'est pas logique, non plus qu'une société privée demande 400 dirhams, pour le ramassage et le transport d'une tonne d'ordures alors que cette opération revient à moitié prix à la municipalité.
 Ce que je voudrais dire, et qui peut être considéré comme un appel aux citoyens de la ville d'Agadir, est qu'ils doivent défendre les acquis réalisés dans leur ville et participer nombreux aux prochaines élections pour choisir leurs représentants à même de défendre leur devenir. Lequel est entre leurs mains si, bien sûr, ils veulent continuer l'expérience pour laquelle nous avons choisi comme devise «Le changement».

Que cela soit dans la manière de gérer leurs dossiers, la programmation des projets ou la création de services publics, l'exécution de façon honnête et transparente des contrats, ou l'association de la société civile à l'élaboration et l'exécution des projets.

Nous estimons avoir accompli notre mission malgré les difficultés que nous ne pouvons citer à cette occasion. Des difficultés de tout genre dont certaines étaient créées pour nous empêcher d'aller de l'avant. Malgré tout, nous sommes parvenus, grâce à notre persévérance à accomplir notre devoir conformément aux recommandations des camarades du Bureau politique et à la confiance que nous ont accordée les électeurs en nous choisissant pour assumer cette responsabilité, lourde et exaltante dans des conditions difficiles que tout le monde connaît.

* Traduits par Ahmadou El-Katab
Propos recueillis par Abdellatif el Kamel *
Libe.ma